

## La repentance financière italienne - 1/3

**L'annonce a fait l'effet d'une "bombe" dans les milieux politiques européens, l'Italie du cavalier Berlusconi s'apprêterait à dédommager la Libye de Kadhafi pour les excès de l'époque coloniale.**

L'annonce a fait l'effet d'une "bombe" dans les milieux politiques européens, l'Italie du cavalier Berlusconi s'apprêterait à dédommager la Libye de Kadhafi pour les excès de l'époque coloniale. Un accord est, selon le fils du dirigeant libyen Saif al Islam, en préparation et porterait sur de "grosses sommes d'argent", des "milliards" bientôt reversés au "peuple" libyen en guise de "réparations". Une décision "historique" qui ne risque pas de faire tache d'huile dans une "union" tétanisée et abasourdie par l'audace italienne.

Une évolution dans les esprits s'opère, lentement mais sûrement

Les analystes européens sont tous unanimes, Berlusconi est entrain d'ouvrir la boîte de pandore et les conséquences d'un tel geste risquent d'être désastreuses. Désastre, le mot est trouvé. Comme la politique colonisatrice et vampirisante de l'Italie, à l'image de toutes les puissances européennes, en Libye et partout ailleurs. Désastre. Comme la situation de pillage généralisé des ressources naturelles et des matières premières. C'est certain les conséquences seront désastreuses, mais cela dépend de quel côté de la méditerranée on se trouve, parce que de la rive africaine, l'on continue encore à subir les "conséquences désastreuses" de la colonisation et à vivre l'humiliation de la compassion internationale déguisée en aide. Promis dès 2004 avant d'être balayé par la "gauche" de Romano Prodi, il faudra attendre son retour aux affaires en 2008 pour que Berlusconi envisage, enfin, de donner à l'Italie l'opportunité d'assumer sa responsabilité face à l'histoire. Il est clair que cet accord marque un nouveau tournant dans les relations entre l'Italie et la Libye, et laisse envisager qu'une évolution dans les esprits s'opère, lentement mais sûrement.

Le réalisme politique l'emporte désormais sur toutes les considérations

C'est en 1911 avec l'annexion de Tripoli et la signature du traité de Lausanne entre la Turquie et l'Italie en 1912 que commença la colonisation italienne en Libye. Elle se terminera en 1943 avec la prise de Tripoli par le britannique Montgomery. Au cours de cette épopée en terre africaine, l'Italie se rendra coupable d'exactions graves envers les populations autochtones par une répression brutale et une oppression sanglante. Le tableau commun à toutes les puissances colonisatrices, en somme. Pourtant malgré cet épisode "difficile", les deux pays ont continué à entretenir des liens privilégiés. C'est Berlusconi qui le premier s'activa pour faire revenir sur la scène internationale, une Libye pestiférée, bien avant Tony Blair ou plus récemment le président français Nicolas Sarkozy. Acteur incontournable de la région, la Libye dirigée par un dictateur en pleine "rédemption" selon l'intelligentsia européenne, est un pays stratégiquement capital grâce à son influence dans les conflits qui embrasent ses voisins (le Soudan, le Tchad et dans une certaine mesure le Niger). Fort de réserves pétrolières considérables qui attisent la convoitise en ces temps de crise énergétique, le pays de Kadhafi impose aux européens sa loi et les pousse à l'instar du dragon chinois dans le reniement complet de leurs principes humanistes tels que les droits de l'homme et la dignité humaine. Ce n'est pas la France qui démentira cette constatation amère. Lorsqu'elle reçut en grande pompe le "boucher libyen" en oubliant les milliers de libyens enfermés dans les prisons du régime totalitariste ou simplement "assassinés", les partisans de la rupture en Afrique n'eurent que leurs larmes pour pleurer.

Alors Berlusconi lui aussi peut commettre l'"irréparable" en signant cet accord, il n'oublie pas que la Libye fournit 25% du pétrole et 33% du gaz consommés en Italie. Et il peut garantir à l'Italie un accès privilégié aux ressources naturelles de la Libye, à garder un nombre de portes ouvertes en cas de coups durs économiques et politiques, c'est une "belle" affaire. En outre, cet accord permettrait de "motiver" la Libye à mieux lutter contre l'immigration clandestine, par exemple en acceptant que des équipes mixtes italiennes et libyennes patrouillent régulièrement dans le port de Tripoli, point de départ de ces embarcations qui viennent s'échouer sur les côtes

## La repentance financière italienne - 2/3

italiennes. Un tel accord n'est au fond qu'une manifestation, une de plus, de ce concept "divinisé" que l'on désigne par "Realpolitik", le réalisme politique l'emporte désormais sur toutes les autres considérations. Surtout qu'il ne fait pas bon de "fâcher" le leader libyen, les italiens se souviennent encore de la brutalité de la confiscation des biens des ressortissants italiens en 1970 par le jeune Kadhafi installé au pouvoir un an plus tôt. Les européens ont en mémoire l'attentat de Lockerbie, des "otages" bulgares et cette crise diplomatique entre la Suisse et la Libye d'il y a quelques jours où Berne s'est vu couper les "vivres" par Tripoli. Kadhafi n'est pas homme à se laisser faire, comme la plupart des despotes, il est aussi démagogue et imprévisible que dangereux.

### Fâcheux précédent

Fâcheux précédent donc, le prochain dédommagement italien à la Libye fera comme on le dit en droit "jurisprudence" et l'on peut déjà anticiper sur la déferlante médiatico-politique que cet accord suscitera. L'Italie ne présente pas des "excuses", elle fait mieux, elle paie en "milliards" pour les "sanglants non-sens" dont elle s'est rendue coupable.

### Les réactions ne se sont pas fait attendre

En Europe, les réactions ne se sont pas fait attendre. De nombreuses voix se sont élevées pour parler de "racket" à l'ex colonisateur, et d'autres de poser la "grande" question : qui dédommagera pour la "colonisation multiculturelle" venue d'ailleurs que subit l'Europe aujourd'hui ? Un jeune espagnol s'offusque et s'interroge sur cette nouvelle "folie" berlusconienne, l'Espagne devra aussi exiger des arabes une compensation financière pour avoir occupé le pays durant 300 ans. Et que dire de la colonisation des romains qui, avant et après Jésus Christ, ont régné sur l'Europe, avec un petit bonus pour Alésia, à quand la compensation ? Concernant l'Espagne, des esprits plus retords diront qu'elle devrait peut-être remercier Tarik Ibn Ziyad de l'avoir sorti de l'"ignorance" et du "chaos" en y important l'art et la science (pensée conceptuelle, cartographie, mathématiques). Ainsi suivant une pareille logique, on pourrait se dire qu'il faudrait que tous les "colonisés" arrêtent de se plaindre, de demander pardon et d'attendre des dédommagements parce qu'ils ne seraient pas grand-chose sans cette "salvatrice" colonisation. La Gaule serait sans Jules César et ses routes, ses villes, ses aqueducs, son code civil etc. Un sombre village perdu dans l'immensité de sa "sauvagerie". Merci donc les romains (encore eux) d'avoir apporter la "civilisation" aux gaulois. La Libye devrait dès lors remercier les italiens anciens et nouveaux, les grecs, les phéniciens, les vénitiens pour les siècles de servitude. Les noirs remerciés les occidentaux pour la traite négrière et la colonisation, mais aussi les arabes et les orientaux pour l'esclavage. Les Tutsi salués les Hutu pour le génocide. Les noirs d'Afrique du Sud loués les bienfaits de l'apartheid. Les grecs et le Proche Orient devraient rendre hommage à l'empire ottoman. Les palestiniens devraient à leur tour demander réparation, mais à qui ? Aux romains qui ont envahi la Palestine ? Aux arabes qui s'y sont installés ? Aux turcs ? Aux anglais ? Et aux "israéliens" qui sont revenus ? Ces derniers revenant sur la "terre promise" après des siècles de diaspora et d'errance, devraient-ils exiger une rémunération aux palestiniens qui ont colonisé pendant 2000 ans leur "terre" avant d'être forcés de la restituer en 1948 ? Les palestiniens doivent-ils payer pendant 1500 ans le prix de cette "location", sans oublier les intérêts ? C'est donc évident pour une grande partie de l'opinion européenne, la "culpabilité" occidentale est minable. Si l'Italie veut vraiment dédommager ces anciennes colonies, elle devrait selon un diplomate luxembourgeois commencer par l'Europe. Pour un observateur français, l'Italie devrait sans doute se pencher sur ses propres problèmes et nettoyer ses "écuries" d'Augias à l'instar de la Calabre et la mafia. A l'heure où l'Europe confrontée à une inflation vertigineuse, à un pouvoir d'achat préoccupant crie que les "caisses sont vides", et qu'il est impossible d'augmenter les salaires et le Smic, offrir "du pognon à des roitelets" sous couvert de "compensations malvenues" est une escroquerie qui fera glonfer les listes d'adhérents aux partis de l'extrême droite.

## La repentance financière italienne - 3/3

La douleur n'est pas universelle, la souffrance parfaitement hiérarchisable

On oublierait presque l'Allemagne au lendemain des guerres mondiales fut littéralement "rackettée" par les Alliés. Encore aujourd'hui cela paraît "normal". Mais le dédommagement de la Libye par l'Italie est proprement "scandaleux", peut-être parce que les crimes sous Vichy sont plus "horribles" que ceux de Benghazi ou de Sebha, peut-être parce que la douleur n'est pas universelle et la souffrance parfaitement hiérarchisable, que Auschwitz n'est pas Koufra et quelques 130 années de colonisation en Algérie ne sont pratiquement rien comparées aux quatre ans de nazisme en Europe. Les compensations que se sont octroyées les puissances du "monde libre" après les boucheries mondiales, afin de pouvoir combler le retard économique causé par ces conflits armés, sont "légitimes" et "naturelles", alors que les indemnités accordées à la Libye par l'Italie, occupée près de dix fois plus longtemps, sont définitivement "minables". Peut-être est-ce une question de sensibilité ?

It's too late

Envers et contre tous, Berlusconi semble décidé à aller au bout de cette idée, contraire à la mouvance bien-pensante qui prévaut dans la Communauté, au risque d'être fustigé par ses pairs. Ils sont nombreux les dirigeants africains qui ont ironisé sur cet élan d'humanisme et de générosité de l'Italie. Certains d'entre eux sont allés jusqu'à déclarer que si l'Italie cherche à acheter des "frontières solides" pour empêcher coûte-que-coûte les "affamés" africains d'aller manger les "miettes" en Europe, it's too late (c'est déjà trop tard). La situation actuelle étant une résultante d'une coopération ratée dont il faudra payer le prix. Quant aux africains, cette nouvelle a reçu un accueil mitigé. Tandis que quelques uns y trouvaient l'espoir d'une reconnaissance véritable des "fautes" occidentales, d'autres plus sceptiques soulignaient que cet argent ne bénéficiera pas aux populations malgré les promesses faites. En effet, il est pratiquement clair qu'avec l'opacité du régime libyen, la compensation italienne n'ira pas là où elle est la plus attendue. Et les trois quart de celle – ci retourneront en Italie dans des "valises diplomatiques". C'est là le drame de l'Afrique.

Démarche historique

Barack Obama l'a si bien formulé, la meilleure compensation que l'on puisse donner à un peuple qui a souffert des plus grandes injustices, ce n'est pas de lui verser des milliards (de dollar) mais de favoriser la construction des structures vitales à son développement et à l'épanouissement des populations, à l'instar des routes, des écoles, des hôpitaux etc. De cette façon plus intelligente l'on parvient à résoudre de nombreux problèmes tout en évitant que l'argent offert ne serve à des intérêts contraire aux urgences locales. En attendant que l'Italie dans sa démarche historique tienne compte de ce point crucial, la Libye ne boude pas son plaisir de recevoir la repentance "financière" italienne.